



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 1er JUIN 1907.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1725

Nominations

No 901 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 25 mai dernier, 1907, de renommer le révérend W. I. Shaw, D.D., LL. D., commissaire des écoles protestantes pour la cité de Montréal, son terme d'office expirant au 30 juin prochain, 1907.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 25 mai dernier, 1907, de faire les nominations suivantes, savoir :

Commissaires d'écoles.

Lac Saint-Jean, Honfleur.—MM. Charles Lindsay, Joseph Rossignol, Joseph Aubin, Alphonse Lindsay et Gustave Seurin.

Lotbinière, Saint-Sylvestre Sud.—M. Adolphe

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 1st JUNE, 1907

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1726

Appointments

No. 901 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 25th of May last, 1907, to appoint the reverend W. I. Shaw, D.D., LL. D., a member of the protestant school commission of the city of Montreal, to his term of office expiring on the 30th of June next, 1907.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 25th of May last, 1907, to make the following appointments, to wit :

School commissioners.

Lake Saint John, Honfleur.—Messrs. Charles Lindsay, Joseph Rossignol, Joseph Aubin, Alphonse Lindsay and Gustave Seurin.

Lotbinière, Saint-Sylvestre South.—Mr. Adolphe

Robenheimer, en remplacement de lui-même, son terme d'office étant expiré.

Portneuf, Saint-Thuribe.—M. Philippe Sauvageau, en remplacement de M. P. Chalifour, démissionnaire. 1751

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 28 mai 1907, de nommer MM. Frederick A. Davis, George Guthrie, Patrick Murdock et Charles A. Delisle, conseillers de la municipalité de Quyon, comté de Pontiac, en vertu des dispositions de l'article 341 du code municipal. 1747

Proclamations

Canada, Province de } L. A. JETTÉ
Québec. }

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général.* } ATTENDU, que dans et par un acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année du Règne de feu Sa Majesté la Reine Victoria, et intitulé : "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est, entre autres choses, décrété que "le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand Sceau de la province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants ;" ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de Saguenay, dans le district de Saguenay, dans Notre province de Québec, en un canton sous le nom de canton "Pontchartrain".

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente Proclamation Royale, établissons en un canton, sous le nom de canton "Pontchartrain", cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté de Saguenay, dans le dit district de Saguenay, dans Notre dite Province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'honorable Ministre des Terres et Forêts, de Notre dite Province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province, savoir :

Le canton "Pontchartrain", situé dans le comté de Saguenay, sur la Côte Nord du golfe Saint-Laurent ; est borné au nord partie par le canton Chevalier, et partie par les terres vacantes de la Couronne, à l'est par la rivière Saint-Paul ou des Esquimaux, au sud-est et au sud par le golfe Saint-Laurent, et à l'ouest partie par la Baie des Homards du dit golfe Saint-Laurent, partie par le lac Napetipi, et partie par le canton Marsal.

Les limites du dit territoire sont comme suit, savoir :

1° Une ligne droite menée suivant la course ouest astronomique et sur une longueur de mille cent quarante (1140) chaînes, plus ou moins, depuis le point le plus au sud-ouest, de la Baie des Esqui-

Robenheimer, reappointed, his term of office having expired.

Portneuf, Saint-Thuribe.—Mr. Philippe Sauvageau, to replace Mr. P. Chalifour, resigned. 1752

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, on the 28th of May, 1907, to appoint Messrs. Frederick A. Davis, George Guthrie, Patrick Murdock and Charles A. Delisle, councillors of the municipality of Quyon, county of Pontiac, in virtue of the provisions of article 341, of the municipal code. 1748

Proclamations

Canada, Province of } L. A. JETTE
Quebec. }

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant Attorney General.* } WHEREAS, in and by an act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, made and passed in the thirtieth year of the Reign of Her late Majesty Queen Victoria, and intitled : "An Act for the Union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and the Government thereof, and for the purposes connected therewith," it is, amongst other things, enacted that "the Lieutenant Governor of Quebec may, from time to time, by proclamation, under the great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in the parts of the Province of Quebec, in which townships are not yet constituted, and fix the metes and bounds thereof ;" AND WHEREAS We have thought proper to constitute that certain extent of Our wild lands, situate and being in the county of Saguenay, in the district of Saguenay, in Our Province of Quebec, into a township under the name of the township "Pontchartrain".

THEREFORE, under the authority of the aforesaid Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted, and by this Our Royal Proclamation, We do constitute into a township, under the name of township "Pontchartrain", the said extent of Our wild lands, situate and being in the said county of Saguenay, in the said district of Saguenay, in Our said Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable Minister of Lands and Forests, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said Province, to wit :

The township "Pontchartrain", situated in the county of Saguenay, is bounded on the north partly by the township Chevalier and partly by the wild lands of the Crown, on the east by the river Saint Paul or des Esquimaux, on the south east and on the south by Lobster Bay of the said Gulf of Saint Lawrence, partly by lake Napetipi, and partly by the township Marsal.

The boundaries of the said territory are as follows to wit :

1. A right line drawn in a direction astronomically west and for a length of one thousand one hundred and forty (1140) chains, more or less, from the most south westerly point of Esquimaux Bay, to

maux, à l'embouchure de la rivière Saint-Paul ou des Esquimaux, jusqu'au lac Napetipi, marquant à ce point le coin nord-ouest du dit canton Pontchartrain.

2° La rive ouest de la dite Baie des Esquimaux, jusqu'au point où elle se confond avec la rive du golfe Saint-Laurent, puis cette dernière rive dans une direction générale sud-ouest jusqu'à l'entrée de la Baie des Homards du dit golfe Saint-Laurent.

3° La rive est de la dite Baie des Homards, depuis la dite entrée jusqu'au point le plus au nord de cette baie, puis de là, une ligne droite dans la direction du nord astronomique et longue de cinquante-huit (58) chaînes, plus ou moins, jusqu'à la rive est du lac Napetipi, puis enfin cette rive, dans une direction générale nord-ouest jusqu'au dit coin nord-ouest du canton Pontchartrain en premier lieu décrit.

Toutes les îles du lac Napetipi qui sont situées dans le voisinage immédiat du territoire ci-haut décrit font partie du dit canton.

Le dit territoire ainsi délimité, y compris les dites îles, couvre une étendue de quarante-sept mille (47,000) acres, plus ou moins, tel qu'il est appert du diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

ET DE PLUS, conformément aux dispositions du dit acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le TRENTE ET UNIÈME jour du mois de MAI courant, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit TRENTE ET UNIÈME jour du mois de MAI courant, un canton sous le nom du canton "Pontchartrain", à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton "Pontchartrain", comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-SEPTIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Canada,
Province of }
Québec. }
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

the lake Napetipi, making at this point the north west corner of the said township Pontchartrain.

2. The western shore of the said Esquimaux Bay to the point where it is confounded with the shore of the Gulf of Saint Lawrence, then this latter shore in a general south west direction to the entrance of Lobster Bay from the said Gulf of Saint Lawrence.

3. The east shore of the said Lobster Bay from the said entrance to the most northerly point of that bay, then, from there, a right line in a northern direction astronomically and in length fifty eight (58) chains, more or less, to the east shore of lake Napetipi, then, lastly, this shore, in a general north westerly direction to the said north west corner of the township Pontchartrain firstly described.

All the islands of lake Napetipi which are situated in the immediate neighborhood of the territory herein above described form part of the said township.

The said territory thus bounded including therein the said islands, covers and extent of forty seven thousand (47,000) acres, more or less, as the whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the Department of Lands and Forests.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said act, We do by these presents declare and ordain that the THIRTY FIRST day of the month of MAY instant, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain, from the said THIRTY FIRST day of the month of MAY instant, a township under the name of the township "Pontchartrain", for all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, any incorrect name or any other imperfections or omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township under the name of the township "Pontchartrain", as aforesaid.

Of all which Our loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this SEVENTEENTH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the seventh year of Our Reign.

By order,

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Canada,
Province of }
Québec. }
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procurer-Général.* } **A**T TENDU que dans et par un Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année du Règne de la feue Reine Victoria, et intitulé: "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est entre autres choses décrété que "le Lieutenant-gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de Province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants;" ET ATTENDU que nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de Saguenay, dans le district de Saguenay, dans Notre Province de Québec, en un canton sous le nom de canton "Phélyppeaux".

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente proclamation Royale établissons en un canton, sous le nom de canton "Phélyppeaux," cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté de Saguenay, dans le dit district de Saguenay, dans Notre dite Province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'honorable Ministre des Terres et Forêts, dans Notre dite Province de Québec, fait au lieutenant-Gouverneur de notre dite Province, savoir :

Le canton "Phélyppeaux" situé dans le comté de Saguenay, sur la Côte Nord du golfe Saint-Laurent, est borné au nord par les terres vacantes de la Couronne, au sud par la rive du golfe Saint-Laurent, à l'est par le canton Brest, et à l'ouest par le canton Bonne-Espérance.

Les limites du dit territoire sont comme suit, savoir :

1° La limite ouest du canton Brest dont la course est nord astronomique et la longueur de cinq cent cinquante deux (552) chaînes, plus ou moins, depuis l'embouchure d'un petit ruisseau qui se déverse dans le golfe Saint Laurent à environ deux cent cinquante-quatre (254) chaînes, mesurées dans une direction nord cinquante-neuf degrés trente minutes est (N. 59° 30' E.) astronomique, ou environ, de l'extrémité sud-est de la pointe appelée "Stony Point" jusqu'au coin nord-ouest du dit canton Brest, qui est aussi le coin nord-est du dit canton Phélyppeaux.

2° Le prolongement, dans la direction de l'ouest astronomique, et sur une longueur de six cent (600) chaînes, plus ou moins, de la limite nord du dit canton Brest, depuis le dit coin nord-ouest de ce dernier canton jusqu'au point où elle rencontre la limite ouest du dit canton Phélyppeaux, ci-après décrite, marquant le coin nord-ouest de ce canton.

3° Une ligne menée dans la direction du nord astronomique et sur une longueur de sept cent quatre-vingt (780) chaînes, plus ou moins, depuis le point de la rive de la "Baie des Cinq Lieues" ("Five Leagues Bay"), qui est situé dans la direction du nord astronomique de l'extrémité ouest de la grande île de cette baie jusqu'au dit coin nord-ouest du canton Phélyppeaux.

4° Enfin, la partie de la rive nord du golfe Saint-Laurent comprise entre les lignes en premier et troisième lieux décrites.

Le dit territoire ainsi délimité a une superficie de quarante et un mille (41,000) acres, plus ou moins, tel que le tout apparaît du diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant Attorney General.* } **W**HEREAS, in and by an act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, made and passed in the thirtieth year of the Reign of Her late Majesty Queen Victoria, and intitled: An Act for the Union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and the Government thereof, and for the purposes connected therewith, it is, amongst other things, enacted that "the Lieutenant Governor of Quebec may, from time to time, by proclamation, under the great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec, in which townships are not yet constituted, and fix the notes and bounds thereof;" AND WHEREAS We have thought proper to constitute that certain extent of Our wild lands, situate and being in the county of Saguenay, in the district of Saguenay, in Our Province of Quebec, into a township under the name of the township "Phélyppeaux."

THEREFORE, under the authority of the aforesaid Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted, and by this Our Royal Proclamation, We do constitute into a township, under the name of township "Phélyppeaux", the said extent of Our wild lands, situate and being in the said county of Saguenay, in the said district of Saguenay, in Our said Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable Minister of Lands and Forests, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said Province, to wit :

The township "Phélyppeaux," situated in the county of Saguenay, on the north shore of the Gulf of Saint Lawrence, is bounded on the north by the wild lands of the Crown, on the south by the shore of the Gulf of Saint Lawrence, on the east by the township Brest, and on the west by the township Good Hope.

The boundaries of the said territory are as follows, to wit :

1. The western boundary line of the township whose course is astronomically north and the length five hundred and fifty two (552) chains, more or less, from the mouth of a small creek emptying into the Gulf of Saint Lawrence at about two hundred and fifty four (254) chains, measured in a north direction fifty nine degrees thirty minutes east (N. 59° 30' E.) astronomically, or about from the south eastern extremity of the point called Stony Point to the north west corner of the said township Brest, which is also the north east corner of the said township Phélyppeaux.

2. The prolongation, in a western direction astronomically and for a length of six hundred (600) chains, more or less, from the north limit of the said township Brest, from the said north west corner of this latter township to the point where it meets the said west limit of the said township Phélyppeaux, hereinafter described, making the north west corner of the township.

3. A line drawn in a northern direction astronomically for a length of seven hundred and eighty (780) chains, more or less, from the point of the Five Leagues Bay which is situated in the direction astronomically north of the west extremity of the Grand Isle of that bay to the said north west corner of the township Phélyppeaux.

4. Lastly, the part of the north shore of the Gulf of Saint Lawrence, comprised between the lines firstly and secondly described.

The said territory thus bounded has an area of forty one thousand (41,000) acres, more or less, as the whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and

demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

ET DE PLUS, conformément aux dispositions du dit Acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le TRENTE ET UNIEME jour du mois de MAI courant, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit TRENTE ET UNIEME jour du mois de MAI courant, un canton sous le nom du canton "Phelyppeaux", à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton "Phelyppeaux", comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Sir LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-SEPTIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ASSISTANT-Procureur-Général. } ATTENDU que dans et par un Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année du Règne de la feue Reine Victoria, et intitulé : "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est entre autres choses décrété que "le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné établir des cantons dans les parties de la Province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants;" Et attendu que nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de Saguenay, dans le district de Saguenay, dans Notre Province de Québec, en un canton sous le nom de canton "Chevalier".

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente Proclamation Royale établissons en un canton, sous le nom de canton "Chevalier" cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté de Saguenay, dans le dit district

remaining of record in the department of Lands and Forests.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said act, We do by these presents declare and ordain that the THIRTY FIRST day of the month of MAY instant, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain, from the said THIRTY FIRST day of the month of MAY instant, a township under the name of the township "Phelyppeaux," for all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, any incorrect name of any other imperfections or omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township under the name of the township "Phelyppeaux," as aforesaid.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable Sir LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, SEVENTEENTH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the seventh year of Our Reign.

By command,

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

Canada
Province of
Quebec.
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ASSISTANT-Attorney General. } WHEREAS, in and by an act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, made and passed in the thirtieth year of the Reign of Her late Majesty Queen Victoria, and intitulé : "An Act for the Union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and the Government thereof, and for the purposes connected therewith," it is, amongst other things, enacted that "the Lieutenant Governor of Quebec may, from time to time, by proclamation, under the great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec, in which townships are not yet constituted, and fix the metes and bounds thereof;" And whereas We have thought proper to constitute that certain extent of Our wild lands, situate and being in the county of Saguenay, in the district of Saguenay, in Our Province of Quebec, into a township under the name of the township "Chevalier".

THEREFORE, under the authority of the aforesaid Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted, and by this Our Royal Proclamation, We do constitute into a township, under the name of township "Chevalier", the said extent of Our wild lands, situate and being in the said county of

de Saguenay, dans Notre dite Province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'Honorable Ministre des Terres et Forêts, dans Notre dite Province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province, savoir :

Le canton "Chevalier", situé dans le comté de Saguenay, sur la Côte Nord du golfe Saint-Laurent, est borné à l'est par la rivière Saint-Paul ou des Esquimaux, au sud par le canton Pontchartrain, au nord et à l'ouest par les terres vacantes de la Couronne, son périmètre peut être décrit comme suit, savoir :

Partant du coin nord-est du canton Pontchartrain, qui est aussi le coin sud-est du dit canton Chevalier, la limite nord du dit canton Pontchartrain, dont la direction est ouest astronomique sur une longueur de cinq cent soixante (560) chaînes, de là une ligne dans la direction du nord astronomique et sur une longueur de sept cent cinquante-six (756) chaînes, plus ou moins, jusqu'à la limite nord du dit canton Chevalier (devant être tirée dans la direction de l'ouest astronomique depuis le point de la rive droite ou rive ouest de la rivière Saint Paul ou des Esquimaux, qui est si usé dans le prolongement de la limite nord du canton Bonne Espérance), de là, la dite limite nord, dans la direction de l'est astronomique et sur une longueur de sept cent quarante (740) chaînes, plus ou moins, jusqu'à la rive droite ou rive ouest de la rivière Saint-Paul ou des Esquimaux, de là enfin, cette rive, en descendant la rivière, jusqu'au point de départ.

Toutes les îles de la partie de la dite rivière Saint-Paul ou des Esquimaux, qui borne à l'est le territoire ci-haut décrit font partie du dit canton.

Le dit territoire ainsi délimité, y compris les dites îles, a une superficie de cinquante-deux mille (52,000) acres, plus ou moins, tel que le tout appert du diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

ET DE PLUS conformément aux dispositions du dite acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le TRENTE ET UNIÈME jour du mois de MAI courant, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit TRENTE ET UNIÈME jour du mois de MAI courant, un canton sous le nom du canton "Chevalier", à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton "Chevalier", comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans notre dite Province de Québec, ce DIX-SEPTIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Saguenay, in the said district of Saguenay, in Our said Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable Minister of Lands and Forests, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said Province, to wit :

The township "Chevalier", situated in the county of Saguenay, on the north shore of the Gulf of St. Lawrence, is bounded on the east by the river St. Paul or Des Esquimaux, on the south by the township Pontchartrain, on the north and west by wild lands of the Crown, its perimeter may be described as follows, to wit :

Starting from the north west corner of the township Pontchartrain, which is also the south east corner of the said township Chevalier, the north line of the township Pontchartrain, whose direction is astronomically west for a length of five hundred and sixty (560) chains; from thence, a line in a direction astronomically north, and for a length of seven hundred and fifty six (756) chains, more or less, to the north limit of the said township Chevalier, (to be drawn in a direction astronomically west from the point of the right bank or west bank of the river St. Paul or Des Esquimaux, which is situated in the prolongation of the said north limit of the township Bonne Espérance); from thence, the said north limit, in a direction astronomically east, and for a length of seven hundred of forty (740) chains, more or less, to the right bank or west bank of the river St. Paul or Des Esquimaux, from thence, lastly, this bank, going down the river, to the starting point.

All the islands of the part of the said river St. Paul or Des Esquimaux which bounds the above described territory on the east, form part of the said township.

The said territory thus bounded including the said islands, has an area of fifty two thousand (52,000) acres, more or less, as the whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the department of Lands and Forest.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said act, We do by these presents declare and ordain that the THIRTY-FIRST day of the month of MAY instant, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain, from the said THIRTY FIRST day of the month of MAY instant, a township under the name of the township "Chevalier," for all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, any incorrect name or any other imperfections or omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township under the name of the township "Chevalier", as aforesaid.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SEVENTEENTH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the seventh year of Our Reign.

By order,

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec.

L. A. JETTÉ

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } **A**TTENDU que
Assistant-Procurer-Général. } dans et par un Acte du Parlement de Notre Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année du Règne de la feue Reine Victoria, et intitulé : "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est entre autres choses décrété que "le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la Province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants;" Et attendu que nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de Saguenay, dans le district de Saguenay, dans Notre Province de Québec, en un canton sous le nom de canton "Bonne Espérance."

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente Proclamation Royale, établissons en un canton, sous le nom de canton "Bonne Espérance," cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté de Saguenay, dans le dit district de Saguenay, dans notre dite Province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'Honorable Ministre des Terres et Forêts, dans Notre dite Province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province, savoir :

Le canton "Bonne-Espérance" situé dans le comté de Saguenay, sur la Côte Nord du golfe Saint-Laurent, est borné au nord par les terres vacantes de la Couronne, au sud par la rive du golfe Saint-Laurent, à l'est par le canton Phélyppeaux, et à l'ouest par la rivière Saint-Paul ou Des Esquimaux, son périmètre peut être décrit comme suit, savoir :

Partant du coin sud ouest du canton Phélyppeaux qui est aussi le coin sud-est du dit canton Bonne-Espérance, la limite ouest du dit canton Phélyppeaux dont la direction est nord astronomique sur une longueur de sept cent quatre-vingt (780) chaînes, plus ou moins, jusqu'au coin nord-ouest du dit canton Phélyppeaux qui est aussi le coin nord-est du dit canton Bonne-Espérance; de là, une ligne droite dans la direction de l'ouest astronomique et suivant le prolongement de la limite nord du dit canton Phélyppeaux sur une longueur de six cent dix (610) chaînes, plus ou moins, jusqu'à la rive est de la dite rivière Saint-Paul ou des Esquimaux, de là, cette rive, en descendant la rivière, jusqu'au point où elle se confond avec la rive nord du golfe Saint-Laurent; de là, cette dernière rive, dans une direction générale est jusqu'au point de départ.

Le dit territoire ainsi délimité a une superficie de cinquante-cinq mille (55,000) acres, plus ou moins, tel que le tout appert du diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

Et DE PLUS conformément aux dispositions du dit acte, déclarons et ordonnons par les présentes

Canada,
Province of
Quebec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } **W**HEREAS, in
Assistant Attorney General. } and by an act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, made and passed in the thirtieth year of the Reign of Her late Majesty Queen Victoria, and intitled : "An Act for the Union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and the Government thereof, and for the purposes connected therewith," it is, amongst other things enacted that "the Lieutenant Governor of Quebec may, from time to time, by proclamation, under the great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec, in which townships are not yet constituted, and fix the metes and bounds thereof;" AND WHEREAS We have thought proper to constitute that certain extent of Our wild lands, situate and being in the county of Saguenay, in the district of Saguenay, in Our Province of Quebec, into a township under the name of the township "Bonne Espérance".

THEREFORE, under the authority of the aforesaid Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted, and by this Our Royal Proclamation, We do constitute into a township, under the name of township "Bonne Espérance", the said extent of Our wild lands, situate and being in the said county of Saguenay, in the said district of Saguenay, in Our said Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable Minister of Lands and Forests, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said Province, to wit :

The township "Bonne Espérance", situate in the county of Saguenay, on the North Shore of the Gulf of Saint Lawrence, is bounded on the north by wild lands of the Crown, on the south by the bank of the river Saint Lawrence, on the east by the township Phélyppeaux, and on the west by the river Saint Paul or Des Esquimaux, its perimeter may be described as follows :

Starting from the south west corner of the township Phélyppeaux, the west limit of the said township Bonne Espérance whose direction is astronomically north for a length of seven hundred and eighty (780) chains, more or less, to the north west corner of the said township Phélyppeaux, which is also the north east corner of the said township Bonne Espérance; from thence, a right line in the direction astronomically west, and following the prolongation of the north limit of the said township Phélyppeaux, for a length of six hundred and ten (610) chains, more or less, to the bank of the said river Saint Paul or Des Esquimaux, from there, this bank to the point where it is joined with the north shore of the Gulf of Saint Lawrence; from this last shore, in a generally eastern direction to the starting point.

The said territory thus bounded has an area of fifty-five thousand (50,000) acres, more or less, as the whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the department of Lands and Forests.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said act, We do by these presents declare and

que le TRENTE ET UNIEME jour du mois de MAI courant, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit TRENTE ET UNIEME jour du mois de MAI courant, un canton sous le nom du canton "Bonne Espérance," à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom "Bonne Espérance" comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-SEPTIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Canada,
Province de }
Québec. }
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que
Assistant-Procureur-Général. } dans et par un acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année du Règne de feu Sa Majesté la Reine Victoria, et intitulé : "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est, entre autres choses, décrété que "le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand Sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la Province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants;" Et attendu que Nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de Saguenay, dans le district de Saguenay, dans Notre Province de Québec, en un canton sous le nom de canton "Brest."

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente proclamation royale, établissons en un canton, sous le nom de canton "Brest," cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté de Saguenay, dans le dit district de Saguenay, dans Notre dite province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'honorable Ministre des Terres et Forêts, dans Notre dite province de Québec, fait au

ordain that the THIRTY FIRST day of the month of MAY instant, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain from the said THIRTY FIRST day of the month of MAY instant, a township under the name of the township "Bonne Espérance", for all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, any incorrect name or any other imperfections or omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township under the name of the township "Bonne Espérance", as aforesaid.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SEVENTEENTH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the seventh year of Our Reign.

By command,

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Canada,
Province of }
Québec. }
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King Defender of the Faith, &c., &c. To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS, in and
Assistant Attorney General } by an act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, made and passed in the thirtieth year of the Reign of Her late Majesty Queen Victoria, and intitled : "An Act for the union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and the government thereof, and for the purposes connected therewith," it is, amongst other things, enacted that "the Lieutenant Governor of Quebec may, from time to time, by proclamation, under the great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec, in which townships are not yet constituted, and fix the metes and bounds thereof;" And whereas We have thought proper to constitute that certain extent of Our wild lands, situate and being in the county of Saguenay, in the district of Saguenay, in Our Province of Quebec, into a township under the name of the township "Brest."

THEREFORE, under the authority of the aforesaid Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted, and by this Our Royal Proclamation, We do constitute into a township, under the name of township "Brest," the said extent of Our wild lands, situate and being in the said county of Saguenay, in the said district of Saguenay, in Our said Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable Minister of Lands and Forests, in Our said province of Quebec,

Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province, savoir :

Le canton "Brest" situé dans le comté de Saguenay, sur la Côte Nord du golfe Saint-Laurent et à l'extrémité est de la province de Québec; est borné au nord par les terres vacantes de la Couronne, au sud par la rive du golfe Saint-Laurent, à l'est par le territoire de Terrebonne et à l'ouest par le canton "Phélyppeaux."

Les limites du dit territoire sont comme suit, savoir :

1° La ligne frontière nord-est (non définie) de la province de Québec, dont la course est nord astronomique, depuis la laisse de haute mer du golfe Saint-Laurent jusqu'à un point situé à neuf cent soixante (960) chaînes de cette laisse et marquant le coin nord-est du dit canton "Brest."

2° Une ligne menée dans la direction du nord astronomique depuis l'embouchure d'un petit ruisseau qui se déverse dans le golfe Saint-Laurent à environ deux cent cinquante quatre (254) chaînes, mesurés dans une direction nord cinquante-neuf degrés trente minutes est (N. 59° 30' E.) astronomique ou environ, de l'extrémité sud-est de la pointe appelée "Stony Point" jusqu'à la limite nord du dit canton "Brest," distance d'environ cinq cent cinquante-deux (552) chaînes.

3° Une ligne menée dans la direction de l'ouest astronomique et sur une longueur de six cent quarante (640) chaînes, plus ou moins, depuis le dit coin nord-est du canton "Brest" jusqu'à la ligne en deuxième lieu décrite.

4° Enfin, la partie de la rive nord du golfe Saint-Laurent, qui est comprise entre les lignes en premier et deuxième lieux décrites.

Le dit territoire ainsi délimité a une superficie de quarante trois mille (43,000) acres, plus ou moins, tel que le tout apparaît du diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

ET DE PLUS, conformément aux dispositions du dit acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le TRENTE ET UNIÈME jour du mois de MAI courant, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle sera et demeurera, à compter du dit TRENTE ET UNIÈME jour du mois de MAI courant, un canton sous le nom du canton "Brest," à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton "Brest," comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-SEPTIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

made to the Lieutenant Governor of Our said province, to wit :

The township "Brest", situated in the county of Saguenay, on the North Shore of the Gulf of Saint Lawrence, and at the eastern extremity of the province of Quebec, is bounded on the north by the wild lands of the Crown, on the south by the Gulf of Saint Lawrence, on the east by the territory of Newfoundland, and on the west by the township Phélyppeaux.

The boundaries of the said territory are as follows, to wit :

1. The (undefined) north east frontier of the province of Quebec, from the high water mark of the Gulf of Saint Lawrence, to a point situated at nine hundred and sixty (960) chains, from this mark and being the north east corner of the said township "Brest".

2. A line drawn in a direction astronomically north from the mouth of a little creek emptying into the Gulf of Saint Lawrence, at about two hundred and fifty four (254) chains, measured in a northerly direction fifty nine degrees thirty minutes (N. 59° 30' E.), astronomically, or thereabouts, from the south east extremity of the point called "Stony Point", to the north limit of the said township "Brest", a distance of about five hundred and fifty two (552) chains.

3. A line drawn in a direction astronomically west, and for a length of six hundred and forty (640) chains, more or less, from the said north east corner of the township "Brest" to the line secondly described.

4. Lastly, the part of the North Shore of the Gulf of Saint Lawrence, which is comprised between the lines firstly and secondly described.

The said territory thus bounded has an area of forty three thousand (43,000) acres, more or less, as the whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the department of Lands and Forests.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said act, We do by these presents declare and ordain that the THIRTY FIRST day of the month of MAY instant, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain, from the said THIRTY FIRST day of the month of MAY instant, a township under the name of the township "Brest", for all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, any incorrect name or any other imperfections or omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township under the name of the township "Brest," as aforesaid.

Of all which Our loving subjects and others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commandeur of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, the SEVENTEENTH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, in the seventh year of Our Reign.

By Command,

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le PREMIER jour de J U I N dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le PREMIER jour du mois de J U I N mil neuf cent sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec.

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le ONZIEME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGTIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.
Québec

1235

Avis du Gouvernement

Québec, 29 mai 1907.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Lauréat Pelletier, éouier, notaire public, pratiquant et demeurant en la paroisse de Saint-Jérôme, comté du Lac Saint Jean, district de Chicoutimi, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Sévérin Dumais, en son vivant, notaire public, pratiquant en la paroisse de Notre-Dame de Hébertville, comté et district susdits, en vertu des dispositions du code du notariat.

1767

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the FIRST day of the month of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the FIRST day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and seven, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Québec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the ELEVENTH day of the month of JULY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Québec and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commandeur of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

A Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province, this TWENTIETH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the seventh year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.
Québec.

1236

Government Notices

Québec, 29th May, 1907.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec, by Lauréat Pelletier, esquire, notary public, practising and residing in the parish of Saint Jérôme, county of Lake Saint John, district of Chicoutimi, by which he ask for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Sévérin Dumais, in his lifetime, notary public, practising in the parish of Notre Dame de Hébertville, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

1768

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du treizième jour de mai 1907, incorporant MM. Eusebe Huard, marchand, Jean Théodore Bilodeau, marchand, Cyrille Fortier et Joseph Robitaille, marchands, Guillaume Fournier, huissier, Apollinaire Royer, boucher, Joseph A. Bernier, orfèvre, George H. Counter, hôtelier, Joseph Hormidas Charest, hôtelier, George Amédée Codère, médecin, Joseph Albert Fréchette, vétérinaire, de la ville de Mégantic, pour les fins suivantes, savoir : améliorer les races de chevaux et de bestiaux et en encourager l'élevage dans le comté du Lac Mégantic ;

Acquérir et entretenir, dans le dit comté, des terrains et bâties pour l'exposition et l'essai des chevaux et du bétail.

Tenir sur ce terrain des concours agricoles, des courses et autres expositions de chevaux et de bestiaux, et accorder tels prix dont les directeurs du club pourront convenir en récompense de la supériorité constatée dans les objets que la corporation a en vue.

Enfin, et de plus, exercer tous les pouvoirs résultant de la loi corporative des compagnies à fonds social avec stipulation expresse que les actionnaires ne seront pas comme tels responsables des dettes ou obligations quelconques de la compagnie au-delà du montant de leurs actions respectives dans son capital tel que prévu dans l'article 4732 des statuts révisés de la province de Québec, sous le nom de "The Mégantic Racing Club", avec un fonds social de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en deux cents (200) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la ville de Mégantic.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de mai 1907.

L. RODOLPHE ROY,

1743 Secrétaire de la province

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE

La formation d'une association sous le nom de "The Lethuvenian Benefit Society", dans le but, au moyen de contributions de ses membres, de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, d'accidents ou de revers de fortune, et en cas de décès de leurs membres, leurs veuves et orphelins ou représentants légaux, a été autorisée par ordre en conseil en date du 25e jour de mai 1907.

Le principal bureau de la société sera à Montréal, dans la province de Québec.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

Québec 27 mai 1907. 1731

No 625.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 25 mai dernier, 1907, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-André de Sutton, dans le comté de Brome, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton de Sutton, les numéros 603 et suivants jusqu'à 835 inclusivement, les numéros 914 et suivants jusqu'à 1207 inclusivement, et de les ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Village de Sutton." Cette érection de municipalité scolaire ne concernera que les catholiques compris dans le territoire ci-dessus décrit.

Cette érection ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1907. 1749

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1907, incorporating Messrs. Eusebe Huard, merchant, Jean Theodore Bilodeau, trader, Cyrille Fortier and Joseph Robitaille, merchants, Guillaume Fournier, bailiff, Apollinaire Royer, butcher, Joseph A. Bernier, goldsmith, George H. Counter, hotel-keeper, Joseph Hormidas Charest, hotel keeper, George Amédée Codère, physician, Joseph Albert Fréchette, veterinarian, of the town of Mégantic, for the following purposes, namely : to improve the stock of horses and cattle, and to encourage the breeding of them in the county of Lake Mégantic ;

To acquire and hold, in the said county, lands and buildings for the exhibition and examination of horses and cattle.

To hold on this land, agricultural competitions, races and other exhibitions of horses and cattle, and grant such prizes as the directors of the club may allow as a reward for established superiority in the objects that the club has in view.

Lastly, and in addition, to exercise all the powers conferred by the Joint Stock Companies' Act, with an express stipulation that the shareholders will not be responsible for any of the company's debts or obligations whatever, beyond the amount of their respective shares in its capital such as provided in article 4732 of the revised statutes of the province of Quebec, by the name of "The Mégantic Racing Club", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into two hundred (200) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, shall be in the town of Mégantic.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this sixteenth day of May, 1907.

L. RODOLPHE ROY,

1744 Provincial Secretary.

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

The formation of an association under the name of "The Lethuvenian Benefit Society", with a view, by means of contribution from its members, of making provision for those of its members who are afflicted by sickness, accidents or reverses of fortune, and in case of the death of members, of their widows and orphans or lawful representatives, has been authorized by order in council dated the 25th of May, 1907.

The head office is at Montreal, in the province of Québec.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

Québec, 27th May, 1907. 1732

No 625.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 25th of May instant, 1907, to detach from the school municipality of Saint Andrew of Sutton, in the county of Brome, the lots known on the official cadastre of the township of Sutton, as numbers 603 and following to 835 inclusively, the numbers 914 and following to 1207 inclusively, and to erect them into a distinct school municipality by the name of "Village of Sutton." This erection of school municipality will concern only the catholics comprised in the territory above described.

This erection will come into force only on the 1st of July next, 1907. 1750

No 1184 07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne, les biens-fonds connus au cadastre officiel de la paroisse de Terrebonne, sous les numéros 525, 531 et suivants jusqu'à 537 inclusivement, 539, 551, 562, 570, 574, 131, 141 et 185 ; de la municipalité scolaire de Mascouche, dans le comté de l'Assomption, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, les numéros 789 et suivants jusqu'à 813 inclusivement, les numéros 1030, 1031 et 1032 ; de la municipalité scolaire de Lachenaie, dans le comté de l'Assomption, les biens-fonds connus au cadastre officiel de la paroisse de Lachenaie, les numéros 280, 282, 283 et 284, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Pincourt."

1781

No 786.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Eastman, dans le comté de Brome, les biens-fonds connus au cadastre officiel du canton de Bolton, sous les numéros 932, 935 et 936, et les annexer à celle de Bolton Est, dans le même comté.

1777

No 740.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Wickham-Ouest, dans le comté de Drummond, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de Wickham-Ouest, les numéros 446, 447 et 448, et les annexer à la municipalité scolaire de Saint Germain de Grantham, dans le même comté.

1775

No 1513.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Léon de Westmount, dans le comté d'Hochelaga, érigée pour les catholiques seulement, cette partie de la ville de Westmount, située au sud de la voie ferrée du " Pacifique Canadien ", n'étant présentement dans aucune municipalité scolaire, ayant appartenu à celle de Notre-Dame-de-Grâce-Ouest, jusqu'au premier juillet 1906.

Cette annexion ne concernera que les catholiques compris dans la dite partie de la ville de Westmount.

1773

No 956.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Louis du Ha! Ha! dans le comté de Témiscouata, les immeubles ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Louis du Ha! Ha! les numéros 1 et suivants jusqu'à 23 inclusivement, les numéros 245 et suivants jusqu'à 261 inclusivement, les numéros 119 et suivants jusqu'à 127 inclusivement, les numéros 24, 25 et 26 ; de la municipalité scolaire de Notre-Dame du Lac, dans le comté de Témiscouata, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Lac, les numéros 1 et suivants jusqu'à 19 inclusivement, les

No. 1184 07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to erect new school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Terrebonne, in the county of Terrebonne, the lots known on the official cadastre of the parish of Terrebonne, as numbers 525, 531 and following to 537 inclusively ; 539, 551, 562, 570, 574, 131, 141 and 185 ; from the school municipality of Mascouche, in the county of l'Assomption, the lots having on the official cadastre of the parish of Saint Henri de Mascouche, the numbers 789 and following to 813 inclusively, the numbers 1030, 1031 and 1032 ; from the school municipality of Lachenaie, in the county of l'Assomption, the lots known on the official cadastre of the parish of Lachenaie, as numbers 280, 282, 283 and 284, and to erect this territory into a distinct school municipality by the name of " Pincourt ".

1782

No. 786 07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to bound a school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Eastman, in the county of Brome, the lots known on the official cadastre of the township of Bolton, as numbers 932, 935 and 936, and to annex them to that of Bolton East, in the same county.

1778

No. 740.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to bound a school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Wickham West, in the county of Drummond, the lots having on the official cadastre of Wickham West, the numbers 446, 447 and 448, and to annex them to the school municipality of Saint Germain of Grantham, in the same county.

1775

No. 1513 06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to bound a school municipality.

Application is made to annex to the school municipality of Saint Léon of Westmount, in the county of Hochelaga, erected for catholics only, that part of the town of Westmount, situated south of the Canadian Pacific railway track, not being now in any school municipality, having belonged to the town of Notre Dame de Grâce West, up to the 1st of July, 1906

This annexation will concern only the catholics comprised in the said part of the town of Westmount.

1774

No. 956.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to erect new school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Louis du Ha! Ha! in the county of Témiscouata, the lots having on the official cadastre of the parish of Saint Louis du Ha! Ha! the numbers 1 and following to 23 inclusively, the numbers 245 and following to 261 inclusively, the numbers 119 and following to 127 inclusively, the numbers 24, 25 and 26 ; from the school municipality of Notre Dame du Lac, in the county of Témiscouata, the lots having on the official cadastre of the parish of Notre-Dame du Lac, the numbers 1 and following to 19 inclusively, the numbers 238

numéros 238 et suivants jusqu'à 259 inclusivement, les numéros 398 et suivants jusqu'à 419 inclusivement, le numéro 440, les numéros 420 et suivants jusqu'à l'extrémité sud du rang nord-ouest du chemin Bertrand, ainsi que le numéro 454; de plus le territoire formant partie de la nouvelle paroisse de Saint-Mathias, se trouvant à l'est du Lac Témiscouata, et d'ériger ces territoires en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Saint-Mathias de Cabano." 1779

No 1234.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Jacques No 1, dans le comté de Montcalm, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan, les numéros 571, 572, 578 et 591, et les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Jacques No 2, dans le même comté. 1771

No 494.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Basile, dans le comté de Portneuf, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Basile, les numéros 301, 302 et 303, et les annexer à la municipalité scolaire du village de Saint-Basile, dans le même comté. 1769

No 501.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Clet, dans le comté de Soulanges, les biens-fonds connus au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Clet, sous les numéros 177 et suivants jusqu'à 200 inclusivement; détacher de la municipalité scolaire de Coteau du Lac les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ignace du Coteau du Lac, les numéros 308 et suivants jusqu'à 337 inclusivement, et détacher de la municipalité scolaire de Saint-Polycarpe les biens-fonds connus au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Polycarpe, sous les numéros 625, 629, 632, 634, 637, 641, 642, 646, 647, 648, 649, 650, 653, 656, 658 et 659; la moitié est des biens-fonds ayant au même cadastre les numéros 626 et 627, et ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Ruisseau."

Cette érection, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1907.

Les avis publiés les 20 et 27 avril derniers sont nuls. 1669.2

No 234.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Clet, dans le comté de Soulanges, les biens-fonds connus au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Clet, sous les numéros 1 et suivants jusqu'à 64 inclusivement, et de les ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de Saint-Emmanuel.

Cette érection, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1907. 1665.2

and following to 259 inclusively, the numbers 398 and following to 419 inclusively, the number 440, the numbers 420 and following to the south end of the north west range of the Bertrand road, as also the number 454; and also the territory forming part of the new parish of Saint Mathias, at the east of Lake Témiscouata, and to erect this territory into a distinct school municipality by the name of "Saint Mathias de Cabano." 1780

No. 1234 07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to bound a school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Jacques No 1, in the county of Montcalm, the lots having on the official cadastre of the parish of Saint Jacques de l'Achigan, the numbers 571, 572, 578 and 591, and to annex them to the school municipality of Saint Jacques No. 2, in the same county. 1772

No 494.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Application to bound a school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Basile, in the county of Portneuf, the lots having on the official cadastre of the parish of Saint-Basile, the numbers 301, 302 and 303 and to annex them to the school municipality of the village of Saint Basile, in the same county. 1770

No. 501.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to erect a new school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Clet, in the county of Soulanges, the lots known on the official cadastre of the parish of Saint Clet, as numbers 177 and following to 200 inclusively; to detach from the school municipality of Coteau du Lac the lots having on the official cadastre of the parish of Saint Ignace du Coteau du Lac, the numbers 308 and following to 337 inclusively; and to detach from the school municipality of Saint Polycarpe the lots known on the official cadastre of the parish of Saint Polycarpe, as numbers 625, 629, 632, 634, 637, 641, 642, 646, 647, 648, 649, 650, 653, 656, 658 and 659, the east half of the lots having on the same cadastre the numbers 626, 627, and to erect this territory into a distinct school municipality by the name of "Ruisseau."

This erection, if it is authorized, will come into force only on the 1st of July next, 1907.

The notices published on the 20th and 27th of April last, are null. 1670

No. 234.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application for the erection of a new school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Clet, in the county of Soulanges, the lots known on the official cadastre of the parish of Saint Clet, as numbers 1 and following to 64 inclusively, and to erect them into a distinct school municipality by the name of Saint Emmanuel.

This erection, if it is authorized, will come into force only on the 1st of July next, 1907. 1666

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF*Relatifs aux avis de Bill Privés*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bill.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave or bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the

règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

1727

LOUIS FRECHETTE,
G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

1728

LOUIS FRECHETTE,
C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spécial et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'arcbitecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen d'un tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou deman-

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railway, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of and

dant quelqu'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou l'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

1729 L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Avis Divers

Avis est par le présent donné qu'en vertu de la loi intitulée : "Loi pour venir en aide à certains corps religieux", (Q. 1905, chap. 21), une requête sera présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la "Calvary Congregational Church, Montreal," demandant incorporation en vertu de la dite loi, et que la dite requête sera ainsi présentée le vingt-cinquième jour de juin prochain 1907.

CUSHING & BARRON,
Notaires publics pour les requérants.
Montréal, 20 mai 1907. 1739

CHAMBRE DES NOTAIRES.

SECRETARIAT DE MONTRÉAL.

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, Narcisse Pérodeau, l'un des secrétaires de la dite chambre des notaires, que par ordonnance de la dite chambre, en date du treizième jour de juillet dernier, M. Isaïe Gingras, notaire, résidant à Longueuil, dans le district de Montréal, a été suspendu pour non-paiement de ses arrérages à la dite chambre des notaires.

Cette suspension prendra effet le vingt-deux juin prochain, et ne se terminera qu'après paiement par dit Isaïe Gingras, de ses arrérages dus à la dite chambre des notaires, et de tous les frais résultant de la dite ordonnance et de sa mise à exécution.

En foi de quoi, j'ai signé le présent à Montréal, ce vingt-huit mai mil neuf cent sept.

1757 2 N. PÉRODEAU,
Sec. O. N.

existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

1730 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that, in accordance with the act entitled : "An act for the relief of certain religious bodies", (Q. 1905, chap. 21), a petition will be presented to the Lieutenant Governor in council, by "Calvary Congregational Church, Montreal", praying for incorporation under the said act, and that the said petition will be so presented on the twenty fifth day of June next, 1907.

CUSHING & BARRON,
Notaries public for petitioners.
Montreal, 20th May, 1907. 1740

BOARD OF NOTARIES.

OFFICE OF SECRETARY FOR MONTRÉAL.

Public notice is hereby given by the undersigned, Narcisse Pérodeau, one of the secretaries of the said board of notaries, that by a decree of the said board, dated the thirteenth day of July last, Mr. Isaïe Gingras, notary, residing at Longueuil, in the district of Montreal, has been suspended for non-payment of his arrears to the said board of notaries.

This suspension will take effect on the twenty second of June next, and will cease only after payment by the said Isaïe Gingras, of his arrears due to the said board of notaries, and of all costs resulting by said decree and the execution thereof.

In witness whereof, I have signed these presents at Montreal, this twenty-eighth day of May, one thousand nine hundred and seven.

1758 N. PÉRODEAU,
Sec. B. N.

CHAMBRE DES NOTAIRES.

SECRETARIAT DE MONTRÉAL.

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, Narcisse Pérodeau, l'un des secrétaires de la dite chambre des notaires, que par ordonnance de la dite chambre, en date du treizième jour de juillet dernier, M. François Xavier Alcide Lesage, notaire, résidant à L'Assomption, dans le district de Joliette, a été suspendu pour non-paiement de ses arrérages à la dite chambre des notaires.

Cette suspension prendra effet le vingt-deux juin prochain, et ne se terminera qu'après paiement, par le dit François-Xavier Alcide Lesage, de ses arrérages dus à la dite chambre des notaires, et de tous les frais résultant de la dite ordonnance et de sa mise à exécution.

En foi de quoi, j'ai signé le présent à Montréal, ce vingt-huit mai mil neuf cent sept.

1753

N. PERODEAU,
Sec. C. N.

CHAMBRE DES NOTAIRES.

SECRETARIAT DE MONTRÉAL.

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, Narcisse Pérodeau, l'un des secrétaires de la dite chambre, en date du treizième jour de juillet dernier, M. Victor Samuel David, notaire, résidant à Saint-Roch, dans le district de Richelieu, a été suspendu pour non-paiement de ses arrérages à la dite chambre des notaires.

Cette suspension prendra effet le vingt-deux juin prochain, et ne se terminera qu'après paiement, par le dit Victor Samuel David de ses arrérages dus à la dite chambre des notaires, et de tous les frais résultant de la dite ordonnance et de sa mise à exécution.

En foi de quoi, j'ai signé le présent à Montréal, ce vingt-huit mai mil neuf cent sept.

1755

N. PERODEAU,
Sec. C. N.

CHAMBRE DES NOTAIRES.

SECRETARIAT DE MONTREAL.

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, Narcisse Pérodeau, l'un des secrétaires de la dite chambre des notaires, que par ordonnance de la dite chambre, en date du treizième jour de juillet dernier, M. Herbert Story Hunter, notaire, résidant à Montréal, dans le district de Montréal, a été suspendu pour non-paiement de ses arrérages à la dite chambre des notaires.

Cette suspension prendra effet le vingt-deux juin prochain, et ne se terminera qu'après paiement, par le dit Herbert Story Hunter, de ses arrérages dus à la dite chambre des notaires, et de tous les frais résultant de la dite ordonnance et de sa mise à exécution.

En foi de quoi, j'ai signé le présent à Montréal, ce vingt-huit mai mil neuf cent sept.

1759

N. PERODEAU,
Sec. C. N.

CHAMBRE DES NOTAIRES.

SECRETARIAT DE MONTRÉAL.

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, Narcisse Pérodeau, l'un des secrétaires de la dite chambre des notaires, que par ordonnance de la dite chambre, en date du treizième jour de juillet dernier, M. Napoléon Clovis Mathieu, notaire, résidant à Montréal, dans le district de Montréal, a été suspendu pour non-paiement de ses arrérages à la dite chambre des notaires.

BOARD OF NOTARIES.

OFFICE OF SECRETARY FOR MONTREAL.

Public notice is hereby given by the undersigned, Narcisse Pérodeau, one of the secretaries of the said board of notaries, that by a decree of the said board, dated the thirteenth day of July last, Mr. François-Xavier Alcide Lesage, notary, residing at L'Assomption, in the district of Joliette, has been suspended for non-payment of his arrears to the said board of notaries.

This suspension will take effect on the twenty second of June next, and will cease only after payment by the said François Xavier Alcide Lesage, of his arrears due to the said board of notaries, and of all costs resulting by said decree and the execution thereof.

In witness whereof, I have signed these presents at Montreal, this twenty-eighth day of May, one thousand nine hundred and seven.

1754

N. PERODEAU,
Sec. B. N.

BOARD OF NOTARIES.

OFFICE OF THE SECRETARY FOR MONTREAL.

Public notice is hereby given by the undersigned, Narcisse Pérodeau, one of the secretaries of the said board of notaries, that by a decree of the said board, dated the thirteenth day of July last, Mr. Victor Samuel David, notary, residing at Saint Roch, in the district of Richelieu, has been suspended for non-payment of his arrears to the said board of notaries.

This suspension will take effect on the twenty second of June next, and will cease only after payment, by the said Victor Samuel David, of his arrears due to the said board of notaries, and of all costs resulting by said decree and the execution thereof.

In witness whereof, I have signed these presents at Montreal, this twenty eighth day of May, one thousand nine hundred and seven.

1756

N. PERODEAU,
Sec. B. N.

BOARD OF NOTARIES.

OFFICE OF SECRETARY FOR MONTREAL.

Public notice is hereby given by the undersigned, Narcisse Pérodeau, one of the secretaries of the said board of notaries, that by a decree of the said board, dated the thirteenth day of July last, Mr. Herbert Story Hunter, notary, residing at Montreal, in the district of Montreal, has been suspended for non-payment of his arrears to the said board of notaries.

This suspension will take effect on the twenty second of June next, and will cease only after payment, by the said Herbert Story Hunter, of his arrears due to the said board of notaries, and of all costs resulting by said decree and the execution thereof.

In witness whereof, I have signed these presents at Montreal, this twenty eighth day of May, one thousand nine hundred and seven.

1760

N. PERODEAU,
Sec. B. N.

BOARD OF NOTARIES.

OFFICE OF SECRETARY FOR MONTREAL.

Public notice is hereby given by the undersigned, Narcisse Pérodeau, one of the secretaries of the said board of notaries, that by a decree of the said board, dated the thirteenth day of July last, Mr. Napoléon Clovis Mathieu, notary, residing at Montreal, in the district of Montreal, has been suspended for non-payment of his arrears to the said board of notaries.

Cette suspension prendra effet le vingt-deux juin prochain, et ne se terminera qu'après paiement, par le dit Napoléon Clovis Mathieu, de ses arriérés dus à la dite chambre des notaires, et de tous les frais résultant de la dite ordonnance et de sa mise à exécution.

En foi de quoi, j'ai signé le présent à Montréal, ce vingt-huit mai mil neuf cent sept.

N. PERODEAU,
Sec. C. N.

1761

Avis est par le présent donné qu'en vertu de la loi intitulée : "Loi pour venir en aide à certains corps religieux", (Q. 1905, chap. 21), une requête sera présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par "The Point Saint Charles Congregational Church, Montreal", demandant incorporation en vertu de la dite loi, et que la dite requête sera ainsi présentée le vingt-cinquième jour de juin prochain 1907.

CUSHING & BARRON,

Notaires publics pour les requérants.

Montréal, 20 mai 1907. 1663.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 2060.

Dame Sarah Lentz, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de William Adler, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit William Adler, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, dans cette cause.

L. S. MARGOLESE,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 22 mai 1907. 1787

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure*
District de Terrebonne. }
No 227.

Dame Mathilde Laframboise, de la paroisse de Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, dûment autorisée, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Louis Légaré, père, charretier, du même lieu.

ETHIER & LALANDE,

Procureurs de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 4 mai 1907. 1707.2

Province de Québec, }
District de Saguenay. } *Cour Supérieure*
No 1656.

Dame Marie Gauthier, Demanderesse ;

vs

Ernest Lessard, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée à la demande de Dame Marie Gauthier, de Grandes Bergeronnes, contre son époux, Ernest Lessard, du même lieu, le 29 avril 1907.

LEVESQUE & TREMBLAY,

Procureurs de la demanderesse.

Chicoutimi, 21 mai 1907. 1705.2

Cour Supérieure—Quebec.

No 1238.

Adèle Corriveau, épouse commune en biens de Evangéliste Corriveau, de la paroisse de Saint-Valier, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Evangéliste Corriveau, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 18 avril 1907

TURGEON, ROY & LANGLAIS,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 22 mai 1907. 1703.2

This suspension will take effect on the twenty second of June next, and will cease only after payment, by the said Napoléon Clovis Mathieu, of his arrears due to the said board of notaries, and of all costs resulting by said decree and the execution thereof.

In witness whereof, I have signed these presents at Montreal, this twenty eighth day of May, one thousand nine hundred and seven.

N. PERODEAU,
Sec B. N.

1762

Notice is hereby given that, in accordance with the act entitled : "An act for the relief of certain religious bodies", (Q. 1905, chap. 21) a petition will be presented to the Lieutenant Governor in Council, by "The Point Saint Charles Congregational Church, Montreal", praying for incorporation under the said act, and that the said petition will be so presented, on the twenty fifth day of June next, 1907.

CUSHING & BARRON,

Notaries public for petitioners.

Montreal, 20th May, 1907. 1664

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2060.

Dame Sarah Lentz, of the city and district of Montreal, wife common as to property of William Adler, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said William Adler, Defendant.
An action for separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

L. S. MARGOLESE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 22nd May, 1907. 1788

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court*
District of Terrebonne. }
No. 227.

Dame Mathilde Laframboise, of the parish of Sainte Scholastique, district of Terrebonne, duly authorized, has, this day, brought a suit for separation of property against her husband, Louis Légaré, senior, carter, of the same place.

ETHIER & LALANDE,

Attorneys for plaintiff.

Sainte Scholastique, 4th May, 1907. 1708

Province of Quebec, }
District of Saguenay. } *Superior Court*
No. 1656.

Dame Marie Gauthier, Plaintiff ;

vs

Ernest Lessard, Defendant.
A suit for separation of property has been brought at the instance of Dame Marie Gauthier, of Grandes Bergeronnes, against her husband, Ernest Lessard, of the same place, on the 29th of April, 1907.

LEVESQUE & TREMBLAY,

Attorneys for plaintiff.

Chicoutimi, 21st May, 1907. 1706

Superior Court.—Quebec.

No. 1238.

Adèle Corriveau, wife common as to property of Evangéliste Corriveau, of the parish of Saint Valier, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

The said Evangéliste Corriveau, Defendant.
A suit for separation from bed and board has been brought in this cause, on the 18th of April, 1907.

TURGEON, ROY & LANGLAIS,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 22nd May, 1907. 1704

- Province of Québec, }
District of Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3507.
- Dame Céline Sanche, épouse commune en biens de Fortunat Leduc, maître charretier, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice dans la présente action,
Demanderesse ;
- vs
- The said Fortunat Leduc, Défendeur.
An action for separation of biens a été intentée en cette cause, le 19 avril 1907.
BEAUCHESNE & DESJARDINS,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 13 mai 1907. 1597.3
- Province of Québec, }
District of Beauce. } *Superior Court.*
No 483.
- Dame Marie Lambert, épouse commune en biens de Narcisse Drouin, charron, du village de Saint-Joseph, en le district de Beauce, et dûment autorisée en justice aux fins des présentes par un juge de la cour supérieure,
Demanderesse ;
- vs
- The said Narcisse Drouin, Défendeur.
A suit for separation of property has been, this day, instituted in this cause.
PACAUD & MORIN,
Procureurs de la demanderesse.
Saint-Joseph, Beauce, 6 mai 1907. 1563.4
- Province of Québec, }
District of Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2750.
- Avis est par les présentes donné que Dame Rachel Fleisher, épouse commune en biens de Charles Goldshleger, ancien marchand, tous deux des cité et district de Montréal, a, ce jour, poursuivi son mari en séparation de biens.
R. G. DE LORIMIER,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 14 mai 1907. 1615.3
- Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
No 226.
- Avis est par les présentes donné que Dame Rosa Corber, épouse commune en biens de Israel Lechner, colporteur, tous deux des cité et district de Montréal, a, le 25 mai 1906, poursuivi son mari en séparation de biens.
R. G. DE LORIMIER,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 14 mai 1907. 1617.3
- Province of Québec, }
District of Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3549.
- Dame Malvina Charbonneau a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son mari, Jean Louis Leclair, hôtelier, tous deux de Montréal.
JULIEN & BERARD,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 27 avril 1907. 1483.5
- Cour Supérieure—District de Beauce.*
No 494.
- Zélie Poulin, épouse commune en biens de Onésiphore Maheux, journalier, du village de Saint-Joseph,
Demanderesse ;
- vs
- The said Onésiphore Maheux, Défendeur.
The plaintiff has, this day, brought a suit against the defendant for separation of property.
LETELLIER & BOUFFARD,
Procureurs de la demanderesse.
Saint-Joseph, Beauce, 7 mai 1907. 1565.4
- Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
No. 3507.
- Dame Céline Sanche, wife common as to property of Fortunat Leduc, master carter, of the city and district of Montreal, duly authorized to sue in the present action,
Plaintiff ;
- vs
- The said Fortunat Leduc, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on 19th April, 1907.
BEAUCHESNE & DESJARDINS,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 13th May, 1907. 1598
- Province of Québec, }
District of Beauce. } *Superior Court.*
No. 483.
- Dame Marie Lambert, wife common as to property of Narcisse Drouin, wheelwright, of the village of Saint Joseph, in the district of Beauce, and duly authorized for the purposes hereof by a judge of the superior court,
Plaintiff ;
- vs
- The said Narcisse Drouin, Defendant.
A suit for separation of property has been, this day, instituted in this cause.
PACAUD, & MORIN,
Attorneys for plaintiff.
Saint Joseph, Beauce, 6th May, 1907. 1564
- Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
No. 2750.
- Notice is hereby given that Dame Rachel Fleisher, wife common as to property of Charles Goldshleger, formerly trader, both of the city and district of Montreal, has, this day, sued her husband for separation as to property.
R. G. DE LORIMIER,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 14th May, 1907. 1616
- Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
No. 226.
- Notice is hereby given that Dame Rosa Corber, wife common as to property of Israel Lechner, peddler, both of the city and district of Montreal, has, on the 25th day of May, 1906, sued her husband for separation as to property.
R. G. DE LORIMIER,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 14th May, 1907. 1618
- Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
No. 3549.
- Dame Malvina Charbonneau has taken, to day, an action for separation as to property against her husband, Jean Louis Leclair, hotel keeper, both of the city of Montreal.
JULIEN & BERARD,
Advocates for plaintiff.
Montreal, 27th April, 1907. 1484
- Superior Court.—District of Beauce.*
No. 494.
- Zelia Poulin, wife common as to property of Onésiphore Maheux, laborer, of the village of Saint Joseph,
Plaintiff ;
- vs
- The said Onésiphore Maheux, Defendant.
The plaintiff has, this day, brought a suit against the defendant for separation of property.
LETELLIER & BOUFFARD,
Attorneys for plaintiff.
Saint Joseph, Beauce, 7th May, 1907. 1566

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 No 972.

Dame Joséphine Deslongchamps, du canton de Brompton, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Onésime Lepage, cultivateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice par l'un des honorables juges de la cour supérieure pour le district de Saint François, Demanderesse ;

vs

Onésime Lepage, cultivateur, du canton de Brompton, dans le district de Saint-François, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 25e jour d'avril 1907.

M. O'BREADY,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 2 mai 1907. 1589.3

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 743.

Dame Slova Adler, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Wolf Weissman, du même lieu, marchand, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

A. H. VINEBERG,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 7 mai 1907. 1573.4

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 142.

Une action en séparation de biens a été intentée à la demande de Dame Malvina Perras, du Boulevard Saint-Paul, contre son époux, Joseph Lefrançois, journalier, du même lieu, le 2 avril 1906.

DESAULNIERS & VALLEE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 9 avril 1907. 1575.4

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 1996.

Dame Marie Louise Poiriau dit Bellefeuille, a, ce jour, pris une action en séparation de bien contre son mari, Arthur Papineau, charretier, de la cité de Montréal.

BEAUDIN, LORANGER &

ST. GERMAIN,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 6 mai 1907. 1561.4

Avis de Faillites

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Louis Charbonneau, Failli.

Je, soussigné, comptable, de la cité de Montréal, ai été dûment nommé curateur à la faillite du sus-nommé par l'honorable juge Fortin, le 25e jour de mai 1907.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, s'ils ne l'ont pas encore fait, No 15, rue Saint-Jacques, Montréal, dans les trente jours de la date du présent avis.

F. X. BILODEAU,

Curateur.

Montréal, 27 mai 1907. 1733

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re P. Rabinovitch & Co., Montréal,

Insolvables.

Avis est donné que, le 27e jour de mai 1907,

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*
 No. 972.

Dame Joséphine Deslongchamps, of the township of Brompton, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Onésime Lepage, farmer, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings by one of the Honorable judges of the superior court for the district of Saint Francis, Plaintiff ;

vs

Onésime Lepage, farmer, of the township of Brompton, in the district of Saint Francis, Defendant.

A suit for separation of property has been brought in this cause on the 25th day of April, 1907

M. O'BREADY,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 2nd May, 1907. 1590

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 743.

Dame Slova Adler, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Wolf Weissman, on the same place, merchant, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action for separation as to property from her said husband.

A. H. VINEBERG,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 7th May, 1907. 1574

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 142.

An action for separation as to property has been instituted at the request of Mrs. Malvina Perras, of Boulevard Saint Paul, against her husband, Joseph Lefrançois, laborer, of the same place, on the 2nd day of April, 1906.

DESAULNIERS & VALLEE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 9th April, 1907. 1576

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1996.

Dame Marie Louise Poiriau dit Bellefeuille, has taken, to-day, an action for separation as to property against her husband, Arthur Papineau, carter, of the city of Montreal.

BEAUDIN, LORANGER &

ST. GERMAIN,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 6th May, 1907. 1562

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Louis Charbonneau, Insolvent.

I, the undersigned, accountant, of the city of Montreal, have been duly appointed curator to above named insolvent estate by Honorable judge Fortin, on the 25th day of May, 1907.

Creditors of said insolvent are requested to produce their claims at my office, if they have not already done so, No. 15, Saint James street, within thirty days from date of present notice.

F. X. BILODEAU,

Curator.

Montreal, 27th May, 1907. 1734

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In re P. Rabinovitch & Co., Montreal,

Insolvents.

Notice is given that, on the 27th day of

par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession des sus-nommés, qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 1er juin 1907. 1735

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re S. Meunier & fils, Chambly Basin, P. Q.,
Insolvables.

Avis est donné que, le 27e jour de mai 1907, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession des sus-nommés, qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 1er juillet 1907. 1737

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Alphonse Monette, hôtelier, des cité et district de Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le 28 mai 1907, le dit failli a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire à Montréal.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub. gardiens provisoires.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, rue Saint-François-Xavier. 1763

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Antoine Dupont, hôtelier, Saint-Martin, Qué.,
Insolvable.

Avis est donné par les présentes que, le 28ième jour de mai 1907, j'ai été nommé, par ordre de la cour, curateur aux biens de la dite faillite.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

H. LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 28 mai 1907. 1789

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 30.

Dans l'affaire de Amable Lapointe, de Maisonneuve, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 17 juin 1907, après lequel jour le dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 30 mai 1907. 1795

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 56.

Dans l'affaire de Henry Cregeen, maître-charretier, des cité et district de Montréal, Failli.

Avis est par les présentes donné que, le 29 mai 1907, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit failli, Henry Cregeen, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

May, 1907, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at our office within one month from this date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 1st June, 1907. 1736

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re S. Meunier & fils, Chambly Basin, P. Q.,
Insolvents.

Notice is given that, on the 27th day of May, 1907, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 1st June, 1907. 1638

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Alphonse Monette, hotel-keeper, of the city and district of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, the 28th May, 1907, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the protonotary at Montreal.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub. provisional guardians.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François Xavier street. 1764

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Antoine Dupont, hotel keeper, Saint Martin, Que.,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 28th day of May, 1907, by order of the court, I have been appointed curator to this estate.

Sworn claims must be filed at my office within one month from this date.

H. LAMARRE,
Curator.

Office : 99, Saint James street.
Montreal, 28th May, 1907. 1790

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 30.

In the matter of Amable Lapointe, of Maisonneuve, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the 17th of June, 1907, after which date the dividend will be payable at my office.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 30th May, 1907. 1796

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 56.

In the matter of Henry Cregeen, of the city and district of Montreal, master cartor, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 29th day of May, 1907, the undersigned has been appointed, by an order of the court, curator to the property of the said Henry Cregeen, who made an abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains, dans les trente jours de cet avis, à mon bureau, No 7, Place d'Armes, Montréal.

S. E. STEWART,

Montréal, 29 mai 1907. 1793

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*

In re Téléphore Renaud, hôtelier, L'Épiphanie, Qué., Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera ouvert à objection jusqu'au 20 juin 1907, et après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

H. LAMARRE,

Curateur.

Bureau : 99, rue Saint-Jacques.

Montréal, 30 mai 1907. 1805

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*

In re Charles Shachter, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans la susdite affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 19e jour de juin 1907, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

ARTHUR W. WILKS,

J. WILFRID MICHAUD,

Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques.

Montréal, 1er juin 1907. 1803

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Estate Short & Co., Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans la susdite affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 19e jour de juin 1907, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

ARTHUR W. WILKS,

J. WILFRID MICHAUD,

Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques.

Montréal, 1er juin 1907. 1801

Vente de Faillite

AVIS DE FAILLITE.

Dans l'affaire de Motard, fils & Senecal, Montréal.

Vente par encaissement public sur les lieux, VENDREDI, le SEPTIEME jour de JUIN 1907, à ONZE heures a. m., un magasin, beau et commode, ayant 5 étages et une bonne cave, situé à 5, Place Royal, dans la cité de Montréal.

Les termes et autres conditions seront connus au moment de la vente ou peuvent être obtenus du curateur.

JOHN McD. HAINS,
Bâtisse Fraser,
43, rue Saint-Sacrement.
MARCOTTE FRERES,
Commissaires priseurs.

Montréal, 3 mai 1907. 1545.2

The claims, attested by oath, will have to be filed in my hands, within thirty days of this notice, at my office, at No. 7, Place d'Armes, Montreal.

S. E. STEWART.

Montreal, 29th May, 1907.

1794

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*

In re Téléphore Renaud, hotel-keeper, L'Épiphanie, Que. Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 20th June, 1907, and after which date dividends will be payable at my office.

H. LAMARRE,

Curator.

Office : 99, Saint James street.

Montreal, 30th May, 1907. 1806

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*

In re Charles Shachter, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in the above matter, which will be open to objection until 19th day of June, 1907, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

ARTHUR W. WILKS,

J. WILFRID MICHAUD,

Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.

Montreal, 1st June, 1907. 1804

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*

In re Estate Short & Co., Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in the above matter, which will be open to objection until 19th day of June, 1907, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

ARTHUR W. WILKS,

J. WILFRID MICHAUD,

Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.

Montreal, 1st June, 1907. 1802

Insolvent Sale

INSOLVENT NOTICE.

In the matter of Motard, fils & Senecal,

For sale by public auction on the premises, on FRIDAY, the SEVENTH day of JUNE, 1907, at ELEVEN o'clock a. m., a fine commodious store, consisting of 5 flats and a good cellar, situated at 5, Place Royal, in the city of Montreal.

Terms and further conditions made known at the time of sale or can be obtained from the curator.

JOHN McD. HAINS,
Fraser building,
43, Saint Sacrament street.
MARCOTTE BROTHERS,
Auctioneers.

Montreal, 3rd May, 1907. 1546

Règles de Cour

Province de Québec, }
 District de Bedford. } *Cour Supérieure*
 No 7753.
 Sweetsburg, le 17e jour de mai 1907.
 Présent : l'honorable juge Lynch, J. C. S.
 William H. Ellis, Demandeur ;

vs

Dame Hélène Poissant, de la paroisse de Saint-Thomas, district de Bedford, veuve de feu Désiré Poissant, en son vivant du même lieu ; Emile Poissant, Hector Poissant et Oswald Poissant, aussi de la dite paroisse, et Victor Poissant, de la ville d'Iberville, dans le district d'Iberville,
 Défendeurs.

Vu la motion du dit demandeur, accordée ce jour, par la cour, et l'insolvabilité alléguée des dits défendeurs, il est ordonné que les créanciers de ces derniers soient appelés par un avis à être publié deux fois, en langues française et anglaise, dans la "Gazette Officielle de Québec", et que les dits créanciers soient requis de produire leurs réclamations sous quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la dite "Gazette Officielle de Québec."

LEONARD & NOYES,

1661.2 P. C. S.

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 Sherbrooke, le seizième jour de mai 1907.

Présent : Sa Seigneurie M. le juge Hutchinson.
 La Banque Nationale, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Québec,
 Demanderesse ;

vs

C. G. Tremblay et Esdras Verville, tous deux du canton de Hatley, dans le district de Saint-François,
 Défendeurs ;

et

Cléophas Chamberland, commerçant, de la ville de Magog, district de Saint-François, Opposant.

Il est ordonné aux créanciers du dit défendeur, Esdras Verville, de produire leurs réclamations contre lui dans le bureau du protonotaire de cette cour, dans la cité de Sherbrooke, en cette cause, sous quinze jours de la date de la première insertion du présent ordre dans la *Gazette Officielle*.

GENEST & FRASER,

Panneton & Leblanc, P. C. S. 1645.2
 Procureurs de l'opposant.

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } J. E. METHOT, avocat,
 No 76. } J. C. R., Demandeur ;
 contre ADELARD FRADETTE, Défendeur.

Un immeuble sis et situé dans la paroisse de Notre-Dame de Lourdes, étant la moitié ouest du lot numéro neuf, du canton de Stanfold, dans le troisième rang du dit canton, connu et désigné au cadastre et plan officiels, comme étant la moitié ouest du dit lot numéro neuf, dans le troisième rang du dit canton ; borné d'un côté au lot numéro dix, côté ouest à J. O. Huard, du côté sud à J. P. Nadeau, du côté est à Calixte Fradette, et du côté nord au chemin du Roi.

Rules of Court

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } *Superior Court.*
 No. 7753.

Sweetsburg, the 17th day of May, 1907.
 Present : The Honorable judge Lynch, J. S. C.
 William H. Ellis, Plaintiff ;

vs

Dame Hélène Poissant, of the parish of Saint Thomas, district of Bedford, widow of the late Désiré Poissant, in his lifetime of the same place ; Emile Poissant, Hector Poissant and Oswald Poissant, also of said parish, and Victor Poissant, of the town of Iberville, in the district of Iberville,
 Defendants.

Seeing the motion of said plaintiff, this day, granted by the court, and the alleged insolvency of the said defendants, it is ordered that the creditors of said defendants be called in by two publications in the french and english languages, in the "Quebec Official Gazette", and that the said creditors do file their claims herein within fifteen days from the date of the first insertion of the present order in the said "Quebec Official Gazette."

LEONARD & NOYES,

1662 P. S. C.

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*
 Sherbrooke, the sixteenth day of May, 1907.

Present : His Lordship judge Hutchinson.
 La Banque Nationale, a body politic and corporate, having its head office and chief place of business in the city and district of Quebec,
 Plaintiff ;

vs

C. G. Tremblay and Esdras Verville, both of the township Hatley, in the district of Saint Francis,
 Defendants ;

and

Cléophas Chamberland, trader, of the town of Magog, district of Saint Francis, Opposant.

The creditors of the said defendant, Esdras Verville, are ordered to file their claims against him in the office of the protonotary of this court, in the city of Sherbrooke, within fifteen days from the first publication of the present order in the *Official Gazette*.

GENEST & FRASER,

Panneton & Leblanc, P. S. C. 1646
 Attorneys for Opposant.

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } J. E. METHOT, advocate,
 No. 76. } J. K. C., Plaintiff ; against
 ADELARD FRADETTE, Defendant.

A piece of land lying and being in the parish of Notre Dame de Lourdes, being the west half of lot number nine, in the township of Stanfold, in the third range of said township, known and described on the official plan and cadastre as being the west half of said lot number nine, in the third range of said township ; bounded on one side to lot number ten, west side to J. O. Huard, on the south side to J. P. Nadeau, on east side to Calixte Fradette, and on the north side to the highway.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Lourdes, le DEUXIEME jour JUILLET prochain, 1907, à TROIS heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 27 mai 1907. 1783
[Première publication, 1er juin 1907].

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame de Lourdes, on the SECOND day of JULY next, 1907, at THREE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 28th May, 1907. 1784
[First published, 1st June, 1907.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } JOHN C. MILTIMORE,
District de Bedford, } Demandeur; contre les
No 7799. } terres et tenements de
GEORGE W. BATES, en sa qualité de tuteur aux
enfants mineurs issus du mariage de William Lee,
de Barton Landing, dans l'état du Vermont, un des
états unis d'Amérique, et son épouse décédée,
Dame Maria Edna Bates, Défendeur.

Ce morceau de terre de forme irrégulière, formant partie du lot numéro 13, dans le 3e rang, arpentage primitif du canton de Dunham, dans le district de Bedford, et maintenant connu sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit canton de Dunham, sous le numéro deux cent quarante-huit (248)—avec toutes les améliorations faites, et contenant vingt cinq (25) acres en superficie, plus ou moins.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Croix, dans le village de Dunham et district de Bedford, le SIXIEME jour de JUILLET prochain, 1907, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 28 mai 1907. 1785
[Première publication, 1er juin 1907.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } JOHN C. MILTI-
District of Bedford, } MORE, Plaintiff;
No. 7799. } against the lands and
tenements of GEORGE W. BATES, in his quality
of tutor to the minor children issue of the mar-
riage of William Lee, of Barton Landing, in the
state of Vermont, one of the united states of
America, and his deceased wife, Dame Maria Edna
Bates, Defendant.

That certain piece of land of irregular figure, forming part of lot number 13, in the 3rd range of the primitive survey of the township of Dunham, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Dunham, by the number two hundred and forty eight (248)—with all improvements thereon, and containing twenty-five (25) acres in superficies, more or less.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Croix, in the village of Dunham and district of Bedford, on the SIXTH day of JULY next, 1907, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 28th May, 1907. 1786
[First published, 1st June, 1907.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } EMILE TREMBLAY,
No 8924. } ROMAIN, cultivateur,
de Saint-Alexis, Demandeur; contre NEREE
SIMARD, de Saint-Alphonse, Défendeur.

Une terre située dans le rang de l'Anse à Philippe, dans le canton Bagot, étant le numéro trois cent deux (302), suivant le cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alphonse, contenant une superficie de quatre-vingt-un acres et vingt-cinq perches ou environ—avec ensemble la maison et autres bâtisses dessus érigées et autres dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Alphonse, à ONZE heures de l'avant-midi, le DOUZIEME jour de JUIN prochain.

O. BOSSÉ,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 7 mai 1907. 1587.2
[Première publication, 11 mai 1907.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } EMILE TREMBLAY, RO-
No 8924. } MAINE, farmer, of Saint
Alexis, Plaintiff; against NEREE SIMARD, of
Saint-Alphonse, Defendant.

A farm situate in the range Anse à Philippe, in the township Bagot, being number three hundred and two (302), of the official cadastre of the parish of Saint Alphonse, containing an area of eighty one acres and twenty five perches or about—together with a house and other buildings thereon erected and other dependencies.

To be sold at the church door of the said parish of Saint Alphonse, at ELEVEN of the clock in the forenoon, on the TWELFTH day of JUNE next.

O. BOSSE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 7th May, 1907. 1588
[First published, 11th May, 1907.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—Rimouski.

Province de Québec, } **PIERRE H. TARDIF,**
District de Rimouski. } Demandeur; contre
No 3229. } **JOSEPH HENRI COUR-**
CHESNE, Défendeur.

Une certaine propriété immobilière étant les lots numéros sept cent cinquante-six, sept cent cinquante-sept, sept cent cinquante-huit, sept cent soixante et un, sept cent soixante et deux (756, 757, 758, 761, 762), du cadastre officiel et au livre de renvoi du canton de Hope, dans la première division d'enregistrement du comté de Bonaventure—avec un moulin à scie et tous les accessoires et appartenances du dit moulin à scie, à distraire de la dite vente les morceaux de machines suivants pour lesquels main levée a été donnée, savoir :

Un engin 10 x 16, crank double.

Une chaudière à vapeur 44 x 11, 10 pieds de tubes.

Demi-devant, grille, colonne d'eau, 45 pieds.

Tuyau à fumée et les connections entre l'engin et la chaudière.

Un grément de scie à droite, à cône et à câble avec une scie "48" gréments à dents rapportées 2½.

Un planeur universel avec un set de bouvets et 2 sets de couteaux embouveteurs de 1 à 3.

Les ferrures de scie à botter avec scie 40.

Une machine à bardeaux, une polie 60 x 12.

32 pieds-shaft 2½, 6 marbres 2½, une polie 45 x 15.

2 poulies 48 x 8, 1 sifflet 3, et aussi une maison, grange et autres bâtisses susérigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame-de-Paspébiac, **MERCREDI, le TRENTE-UNIÈME** jour de **JUILLET 1907, à ONZE** heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du shérif,
New-Carlisle, 22 mai 1907.

Shérif.
1741

[Première publication, 1er juin 1907]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Joliette, à savoir : } **WILLIAM F. VILAS,**
No 7420. } Demandeur; contre
HENRI RONDEAU, Défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Jean de Matha, district de Joliette, connu et désigné sous le numéro deux cent cinquante-huit (258), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Jean de Matha, contenant quarante-cinq pieds de front sur un arpent et demi de profondeur, plus ou moins; tenant devant au chemin de la Reine, derrière à Edouard Lessard, d'un côté à Alexis Sylvestre, et de l'autre côté à la Fabrique de Saint-Jean de Matha—bâti de maison et autres dépendances, avec la réserve du bail à Michel Maroil de puiser de l'eau au puits sur le terrain susvendu, si, toutefois, ce droit de puiser de

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Rimouski.

Province of Quebec, } **PIERRE H. TARDIF,**
District of Rimouski. } Plaintiff; against
No. 3229. } **JOSEPH HENRI COUR-**
CHESNE, Defendant.

A certain immoveable property being the lots numbers seven hundred and fifty six, seven hundred and fifty seven, seven hundred and fifty eight, seven hundred and sixty one and seven hundred and sixty two (756, 757, 758, 761, 762), of the cadastre and official book of reference of the township of Hope, in the first registration division of the county of Bonaventure—with a saw-mill and all accessories and appertences to the said saw-mill belonging, excluding from said sale the following pieces of machinery for which special *main levée* has been given, viz :

One engine 10 x 16, double crank.

One steam boiler 44 x 11, 10 feet of tubing.

Half front, grate, water column, 45 feet.

Smoke stack and connections between the engine and the boiler.

Apparatus for saw, cone with a 48 saw, movable teeth and cable 2½.

One universal planing machine, with a set of grooving planes and two sets of grooving knives of 1 to 3.

The frame work of a butting saw, with saw 40.

One shingle machine, 1 pulley 60 x 12.

22 feet table 2½, 6 marble slabs 2½, 1 pulley 45 x 15, 2 pulleys 48 x 8, 1 whistle 3, as also a house, barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame de Paspébiac, on **WEDNESDAY, the THIRTY FIRST** day of **JULY, 1907, at the hour of ELEVEN** in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office,

New-Carlisle, 22nd May, 1907.

Sheriff.
1742

[First published, 1st June, 1907.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Joliette, to wit : } **WILLIAM F. VILAS, Plain-**
No: 7420. } **tiff; against HENRI RON-**
DEAU, Defendant.

A lot situate in the parish of Saint Jean de Matha, district of Joliette, known and described as number two hundred and fifty eight (258), of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Jean de Matha, containing forty five feet in front by one arpent and a half in depth, more or less; bounded in front by the Queen's highway, in rear by Edouard Lessard, on one side by Alexis Sylvestre, and on the other side by the Fabrique of Saint Jean de Matha—with a house and other dependencies built on it, with the right to Michel Maroil to take water on the lot now sold from the well if, however, this right to

l'eau existe, pourvu qu'il aide à l'acquéreur à l'entretien du dit puits, pourvu qu'il passe par le chemin le plus court sur le terrain de la fabrique pour communiquer au dit puits.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean de Matha, le DOUZIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Joliette, 6 mai 1907. Shérif. 1543.2
[Première publication, 11 mai 1907.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } MAURICE LORANGER, No 1840. } Notaire, de la cité et du district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de A. D. PORCHERON, du même lieu, Défendeur.

Un immeuble situé rue Mance, à Montréal, composé :

1° De la partie nord-ouest du lot deux cent soixante (260), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, mesurant huit pieds six pouces de largeur sur soixante-onze pieds de profondeur ; bornée en front par la dite rue Mance, en arrière par le lot deux cent soixante et un (261), du côté sud-est par l'autre partie du lot deux cent soixante (260), et du côté nord-ouest par la partie ci-après décrite du lot deux cent cinquante-neuf.

2° De la partie sud-est du lot numéro deux cent cinquante-neuf (259), des dits plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, mesurant vingt-pieds de largeur en front sur une profondeur de trente-six pieds et trois pouces, à laquelle profondeur la ligne nord-ouest court vers l'ouest sur une longueur de dix pieds et dix pouces, et de là, mesurant vingt quatre pieds de largeur sur la balance de la partie du lot qui est de vingt-cinq pieds, formant une profondeur totale de soixante et onze pieds ; bornée en front par la dite rue Mance, en arrière par le lot deux cent cinquante-huit, du côté nord-ouest par l'autre partie du dit lot deux cent cinquante-neuf, sur laquelle se trouve un passage mitoyen, et du côté sud-est par la partie ci-haut décrite du lot deux cent soixante—avec une maison en brique portant le numéro 26, de la dite rue Mance, et autres dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Montréal, 7 mai 1907. Député Shérif. 1569.2
[Première publication, 11 mai 1907.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } CHARLES L. CATELLIER, No 2472. } vs FRANÇOIS CHAMBERLAND, à savoir :

take water exists, provided he assists the purchaser in the keeping the said well in order, and provided he passes by the shortest way over the lot of the Fabrique to communicate with the said well.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Jean de Matha, on the TWELFTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Joliette, 6th May, 1907. Sheriff. 1544
[First published, 11th May, 1907.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } MAURICE LORANGER, No. 1840. } Notary, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of A. D. PORCHERON, of the same place, Defendant.

An immovable situate on Mance street, at Montreal, made up :

1. Of the north west part of lot two hundred and sixty (260), of the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, measuring eight feet six inches in width by seventy one feet in depth ; bounded in front by the said Mance street, in rear by lot two hundred and sixty one (261), on the south east side by the other part of lot two hundred and sixty (260), and on the north west side by the part hereinafter described of lot two hundred and fifty nine.

2. Of the south east part of lot number two hundred and fifty nine (259), of the said official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, measuring twenty feet in width in front by a depth of thirty six feet three inches, at which depth the north west line runs to the west for a length of ten feet ten inches, and from there measuring twenty four feet in width on the balance of the part of the lot which is of twenty five feet, forming a total depth of seventy two feet ; bounded in front by the said Mance street, in rear by lot two hundred and fifty eight, on the north west side by the other part of the said lot two hundred and fifty nine, on which there is a common passage, and on the south east side by the part herein above described of the lot two hundred and sixty—with a brick house bearing the number 26, of the said Mance street, and other dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office. Deputy Sheriff. 1570
Montreal, 7th May, 1907.
[First published, 11th May, 1907.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } CHARLES L. CATELLIER, No. 2472. } vs FRANÇOIS CHAMBERLAND, to wit :

Le lot No 448 (quatre cent quarante-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, étant un lot de terre situé concession sud-ouest du domaine Saint-Pierre, sur le chemin public; sujet au droit de passage concédé sur le dit lot—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Charlesbourg, comté de Québec, le CINQUIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 30 mai 1907. Shérif, 1797
[Première publication, 1er juin 1907.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } THE PEOPLE'S BANK OF No 486. } HALIFAX; vs. GEORGE SISSONS, à savoir: }

Les lots Nos 488, 489 et 490 (quatre cent quatre-vingt-huit, quatre cent quatre-vingt-neuf et quatre cent quatre-vingt-dix), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, étant des lots de terre situés seigneurie de Bourg-Louis—avec moulin et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, le CINQUIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 30 mai 1907. Shérif, 1799
[Première publication, 1er juin 1907.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le district d'Arthabaska.

Saint-François, à savoir: } ALEXANDRE ALIE, No 157. } Demandeur; vs ULRIC LAPRISE, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le canton de Wolfestown, dans le comté de Wolfe, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le dit canton de Wolfestown, comme lot numéro vingt-huit A (28 A), dans le sixième rang du dit canton—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Julien de Wolfestown, le TROISIÈME jour de JUILLET prochain, à UNE heure de l'après-midi.

R. A. BIRON,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 29 mai 1907. Député Shérif, 1791
[Première publication, 1er juin 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } DAME SARAH No 428. } McIVER, Demanderesse; contre KENDRICK R. FISH, Défendeur.

Cette étendue ou ce morceau de terre sis et situé dans le canton de Bury, dans le comté de Compton, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Bury, comme lot numéro quinze B (15 B), dans le rang B, contenant cinquante-sept acres et vingt-quatre perches en superficie—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu au bureau du registraire pour la division d'enregistrement de la partie du comté

Lot No. 448 (four hundred and forty eight), of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, being a lot of land situate in the south west concession of the domaine Saint Pierre, on the public road; subject to the right of passage granted on the said lot—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Charlesbourg, county of Quebec, on the FIFTH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's office, Québec, 30th May, 1907. Sheriff, 1798
[First published, 1st June, 1907.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } THE PEOPLE'S BANK OF No. 486. } HALIFAX; vs GEORGE SISSONS, to wit: }

Lots Nos. 488, 489 and 490 (four hundred and eighty-eight, four hundred and eighty-nine and four hundred and ninety), of the official cadastre for the parish of Saint Raymond, county of Portneuf, being lots of land situate in the seigniorie of Bourg Louis—with mill and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in one lot, at the church door of the parish of Saint Raymond, county of Portneuf, on the FIFTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Québec, 30th May, 1907. Sheriff, 1800
[First published, 1st June, 1907.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court for the district of Arthabaska.

Saint Francis, to wit: } ALEXANDRE ALIE, No. 157. } Plaintiff; vs ULRIC LAPRISE, Defendant.

A piece of land situate in the township of Wolfestown, in the county of Wolfe, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Wolfestown, as lot number twenty eight A (28 A), in the sixth range of the said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Julien de Wolfestown, on the THIRD day of JULY next, at ONE of the clock in the afternoon.

R. A. BIRON,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 29th May, 1907. Deputy Sheriff, 1702
[First published, 1st June, 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } DAME SARAH Mc- No. 428. } IVER, Plaintiff; against KENDRICK R. FISH, Defendant.

That certain tract or parcel of land situate and being in the township of Bury, in the county of Compton, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Bury, as lot number fifteen B (15 B), in the B range, containing fifty seven acres and twenty four perches in superficies—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of part of the county of Compton, in the

de Compton, dans la ville de Cookshire, le ONZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 8 mai 1907.
[Première publication, 11 mai 1907.]

R. A. BIRON,
Député shérif.
1579.2

town of Cookshire, on the ELEVENTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Sherbrooke, 8th May, 1907.
First published, 11th May, 1907.]

R. A. BIRON,
Deputy Sheriff.
1580

Vertes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } LOUIS PHILIAS
Sainte-Scholastique, savoir : } SAVAGE, De-
No 155. } mandeur ; vs ALDE-
RIC TRUDEAU, Défendeur ; et Joseph Langlois,
curateur au délaissement, savoir :

Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Columban, district de Terrebonne, comme faisant partie du numéro seize (No 16), contenant un arpent et demi de largeur sur environ trente arpents de longueur ; tenant d'un bout au chemin du Roi, de l'autre bout au trait carré des terres de la Côte Saint-Paul, du côté est à Edward Hird sur le No 15, et du côté ouest à Gilbert Lauzon, représentant M. Grace, sur le No 17—sans bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église catholique du village de Saint-Columban, dit district, le DEUXIEME jour de JUILLET prochain (1907), à DIX heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Sainte-Scholastique, 27 mai 1907.
[Première publication, 1er juin 1907.]

Shérif.
1765

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } LOUIS PHILIAS
Sainte-Scholastique, to wit : } SAVAGE, Plain-
No. 155. } tiff ; vs. ALDERIC
TRUDEAU, Defendant ; and Joseph Langlois,
curator to the surrender, to wit :

A land known and described on the official plan and book of reference of the parish of Saint Columban, district of Terrebonne, as forming part of number sixteen (No. 16), containing one arpent and a half in width by about thirty arpents in length ; bounded at one end by the King's road, at the other end by the division line of the lands of Côte Saint Paul, on the east side by Edward Hird on No. 15, and on the west side by Gilbert Lauzon, representing Mr. Grace, on No. 17—without any buildings.

To be sold at the catholic church door of the village of Saint Columban, said district, on the SECOND day of JULY next (1907), at TEN of the clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sainte Scholastique, 27th May, 1907.
[First published, 1st June, 1907.]

Sheriff.
1766

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2847

Dame Sophie Bercovitch, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens du dit Marco Labis, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Marco Labis, de la cité et du district de Montréal, peintre,
Défendeur.
Une action en séparation de biens a été institué, ce jour, contre le défendeur.

HENRY WEINFELD,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 30 mai 1907. 1807

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2847.

Dame Sophie Bercovitch, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Marco Labis, and duly authorized to ester in justice,
Plaintiff ;

vs

Marco Labis, of the same place, painter,
Defendant.
An action for separation as to property, has this days, been instituted by plaintiff against defendant.

HENRY WEINFELD,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 30th May, 1907. 1808

PROVINCE DE QUÉBEC.

VILLE DE SAINT-JÉROME.

Avis public est par les présentes donné par Edouard Marchand, secrétaire-trésorier, que les lots de terre ou emplacements ci-dessous désignés, seront vendus à l'enchère publique au palais de justice de cette ville, MARDI, le DIX-HUITIÈME jour de JUIN 1907, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales et scolaires et autres charges dues, conformément aux dispositions de la charte de la ville de Saint-Jérôme, à moins que les dites taxes et autres charges, ainsi que les frais encourus, ne soient payés avant la vente, savoir :

PROVINCE OF QUEBEC.

TOWN OF SAINT JEROME.

Public notice is hereby given by Edouard Marchand, secretary treasurer, that the lots or emplacements hereinafter mentioned, shall be sold by public auction at the court house of the said town, on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of JUNE, 1907, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal and school taxes and other charges dues, in conformity with the provisions of the charter of the town of Saint Jérôme, unless the said taxes and other charges, with costs then incurred be paid, before the sale, to wit :

Noms.—Names.	No du cadastre ou désignations. — No. of cadaster or designations.	Taxes municipales. Municipal taxes.	Taxes scolaires. School taxes.	Frais. Costs.	Total.
Jovite Desjardins ou succession J. B. Bouchard....	Un lot, partie No 362, du cadastre, de 50 pieds de front sur 100 de profondeur; tenant devant rue Saint-Sauveur, derrière à Alexandre Lajeunesse, d'un côté à Louis Taylor, de l'autre côté à Francis Paquette—avec bâtisses.—One lot, part of No. 362, of cadaster, fifty feet in front by 100 length, in front Saint Sauveur street, in rear by Alexandre Lajeunesse, on one side Louis Taylor, on the other side by Francis Paquette—with buildings.....	\$20 92	\$1 86	\$3 94	\$26 72
Rosalie Rochon....	Un lot, partie No 1, du cadastre, de 50 pieds de front par 53 de profondeur; tenant devant rue Labelle, derrière et d'un côté à Emmanuel Perron, de l'autre côté à Venant Ethier—avec bâtisses.—One lot, part of No. 1, of cadaster, 50 feet front by 53 in length, front on Labelle street, by the rear and one side to Emmanuel Perron, on the other side to Venant Ethier—with buildings.....	9 79	1 62	3 94	15 35
Succ.—Heir Isaie Moraud.....	Lot No 8, de la subdivision du No 360, du cadastre.—Lot No. 8, of the subdivision of No. 360, of cadaster.	29 95	2 70	3 94	36 59
Joseph Labelle....	Un lot, partie du No 482, ayant front sur la rue Sainte-Thérèse; borné en front par la dite rue, en arrière par le reste du No 482 (Louis Labelle), d'un côté par le No 481, de l'autre côté par le No 480—avec bâtisse.—One lot, part of No. 482; bounded in front by Sainte Thérèse street; bounded in front by the said street, in rear by the other part of No. 482 (Louis Labelle), on one side by No. 481, on the other side by No. 480—with building.....	1 03	0 54	0 94	2 51
Ferdinand Parent..	Un lot de 48 pieds de front par 120 de profondeur; tenant devant à Paul Émile Gascon derrière à la Communauté des Sœurs Grises, d'un côté à partir du No 55, du cadastre (Louis Robert), de l'autre côté au dit No 55, moins un passage de 10 pieds réservé en commun avec Louis Robert.—One lot of 48 feet in front by 120 in length; bounded in front by Paul Émil. Gascon, in rear to Grey Nuns property, on one side to one part of No. 55, of cadaster (Louis Robert) on the other side to the said No. 55, to be deducted a passage of 10 feet width to be use in common with Louis Robert.....	5 56	8 19	0 94	14 69
Joseph Lafleur....	Lots Nos 5 et 6 de la subdivision du No 284, du cadastre—avec bâtisses.—Lots Nos. 5 and 6, of the subdivision of No. 284, of cadaster—with buildings...	40 59	25 56	10 49	76 64

E. MARCHAND,

Secrétaire-trésorier.—Secretary treasurer.

1647-48

Saint-Jérôme, 23 mai—23rd May, 1907.

**Index de la Gazette Officielle de
Québec, No 22.**

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS :— Dmes Bercovitch vs Labis, 883 ; Charbonneau vs Leclair, 874 ; Corber vs Lechner, 871 ; Deslongchamps vs Lepage, 875 ; Fleisher vs Goldshleger, 874 ; Gauthier vs Lessard, 873 ; Laframboise vs Légaré, 873 ; Lambert vs Drouin, 874 ; Lentz vs Alder, 873 ; Poiriau vs Papineau, 875 ; Poulin vs Maheux, 874 ; Sanche vs Leduc, 874.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :— Dme Corriveau vs Corriveau, 873.

ANNONCEURS :—AVIS AUX :— Concernant avis, etc., 855

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ :—The Lethuvenian Benefit Society, 865.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 869 ; Conseil législatif, 868.

FAILLIS :— Charbonneau, 875 ; Cregeen, 876 ; Dupont, 876 ; Lapointe, 876 ; Meunier & Fils, 876 ; Monette, 876 ; Renaud, 877 ; Robinovitch & Co, 876 ; Schachter, 877 ; Short & Co, (succession), 877.

LETTRES PATENTES :—The Megantic Racing Club, 865.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Demandes d'annexer ou d'ériger, etc. :—D vers lots du village de Saint-Bazile à la municipalité de Saint-Bazile, 867 ; Divers lots de la municipalité de St-Jacques No 1 à la municipalité de Saint-Jacques No 2, 867 ; Divers lots de Wickam Ouest à Saint-Germain de Grantham, 866 ; Divers lots de Eastman à Bolton-Est, 866 ; Partie de la ville de Westmount à la municipalité de Saint-Léon de Westmount, 866 ; Rincourt, 866 ; Ruisseau, 866 ; Saint Emmanuel, 867 ; Saint-Mathias de Cabano, 866.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ANNEXÉE OU ÉRIGÉE :—Village de Sutton, 865.

NOMINATIONS :— Commissaires d'écoles :—Cité de Montréal, 855 ; Houffeur, 855 ; Saint-Sylvestre-Sud, 855 ; Saint-Thuribe, 856.

Conseiller municipaux :—Quyon, comté de Pontiac, 856.

NOTAIRES SUSPENDUS :— David, V. S., 872 ; Gingras, I., 871 ; Hunter, H. S., 872 ; Lesage, F. X. A., 872 ; Mathieu, N. C., 872.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :—En faveur de Laureat Pelletier, 864.

PÉTITIONS :—Calvary Congregational Church, 871 ; Point Saint Charles Congregational Church, 873.

PROCLAMATIONS :—Cantons érigés :—Bonne-Espérance, 861 ; Brest, 862 ; Chevalier, 859 ; Phélyppeaux, 858 ; Pont-Chartrain, 856 ; Convocation des chambres, 864.

RÈGLES DE COUR :—Ellis vs Poissant et al, 878 ; La Banque Nationale vs Tremblay & Verville, 878.

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 22.**

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes Bercovitch vs Labis, 883 ; Charbonneau vs Leclair, 874 ; Corber vs Lechner, 874 ; Deslongchamps vs Lepage, 875 ; Fleisher vs Goldshleger, 874 ; Gauthier vs Lessard, 873 ; Laframboise vs Légaré, 873 ; Lambert vs Drouin, 874 ; Lentz vs Alder, 873 ; Poiriau vs Papineau, 875 ; Poulin vs Maheux, 874 ; Sauche vs Leduc, 874.

ACTION IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Dme Corriveau vs Corriveau, 873.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, etc., 855

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY :—The Lethuvenian Benefit Society, 865.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 869 ; Legislative Council, 868.

INSOLVENTS :—Charbonneau, 875 ; Cregeen, 876 ; Dupont, 876 ; Lapointe, 876 ; Meunier & Fils, 876 ; Monette, 876 ; Renaud, 877 ; Robinovitch & Co, 876 ; Schachter, 877 ; Short & Co, (estate), 877.

LETTERS PATENT :—The Megantic Racing Club, 865.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Applications to annex or to erect, &c :—Several lots of the village of Saint Bazile to the municipality of Saint Bazile, 867 ; Several lots of the municipality of Saint Jacques No. 1 to the municipality of Saint Jacques No. 2, 867 ; Several lots of Wickham West to Saint Germain de Grantham, 866 ; Several lot of Eastman to Bolton East, 866 ; Part of the town of Westmount to the municipality of Saint Léon de Westmount, 866 ; Pincourt, 866 ; Ruisseau, 867 ; Saint Emmanuel, 867 ; Saint Mathias de Cabano, 866.

SCHOOL MUNICIPALITY ANNEXED OR ERECTED :—Village of Sutton, 865.

APPOINTMENTS :—School commissioners :—City of Montreal, 855 ; Houffeur, Saint Sylvestre South, 855 ; Saint Thuribe, 856.

Municipal councillors :—Quyon, county of Pontiac, 856.

NOTARIES SUSPENDED :— David, V. S., 872 ; Gingras, I., 871 ; Hunter, H. S., 872 ; Lesage, F. X. A., 872 ; Mathieu, N. C., 872.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :—In favor of Laureat Pelletier, 864.

PETITIONS :—Calvary Congregational Church, 871 ; Point Saint Charles Congregational Church, 873.

PROCLAMATIONS :—Townships erected :—Bonne Espérance, 861 ; Brest, 862 ; Chevalier, 859 ; Phélyppeaux, 858 ; Pont Chartrain, 856 ; Parliament convoked, 864.

RULES OF COURT :—Ellis vs Poissant et al, 878 ; La Banque Nationale vs Tremblay & Verville, 878.

VENTE PAR ENCAN :—Motard Fils & Sénécal, 877.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES : — Ville de Saint-Jérôme, 884.

VENTES PAR LES SHÉRIFS .

ARTHABASKA :—Méthot vs Fradette, 878.

BEDFORD :—Miltimore vs Bates, 879.

GASPE :—Tardif vs Courchesne, 880.

JOLIETTE : —Vilas vs Rondeau, 880.

MONTREAL : —Loranger vs Percheron, 881.

QUÉBEC : — Catellier vs Chamberland, 881 ; The People's Bank of Halifax vs Sissons, 882.

SAINT-FRANÇOIS : — Alie vs Laprise, 882 ; McIver (Dme) vs Fish, 882.

TERREBONNE : —Savage vs Trudeau, 883.

AUCTION SALE : — Motard Fils & Sénécal, 877.

SALE FOR MUNICIPAL TAXES :—Town of Saint Jérôme 884.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA : —Méthot vs Fradette, 878.

BEDFORD :—Miltimore vs Bates, 879.

GASPE :—Tardif vs Courchesne, 880.

JOLIETTE : —Vilas vs Rondeau, 880.

MONTREAL : —Loranger vs Percheron, 881.

QUEBEC : — Catellier vs Chamberland, 881 ; The People's Brnk of Halifax vs Sissons, 882.

SAINT FRANCIS : — Alie vs Laprise, 882 ; McIver (Dme) vs Fish, 882.

TERREBONNE :— Savage vs Trudeau, 883.